

BOULANGERIES ET PATISSERIES: Formation des délégués syndicaux

C.C.T. valable à partir du 1.7.2007.

C.P. INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Séance du 4.7.2007

I. Champ d'application

Art. 1. § 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des boulangeries, pâtisseries qui fabriquent des produits "frais" de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie.

§ 2. Par ouvriers on entend les ouvriers masculins et féminins.

II. Bénéficiaires

Art. 2. La présente convention collective de travail est d'application lorsque les organisations les plus représentatives des travailleurs, représentées à la commission paritaire de l'industrie alimentaire, organisent des cours ou séminaires en vue du perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des membres des organes de représentation des travailleurs.

Le nombre de bénéficiaires visés par la présente convention collective de travail ne peut être supérieur au nombre total d'ouvriers détenant des mandats effectifs dans les divers organes de représentation des travailleurs de l'entreprise, soit le conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection au travail et la délégation syndicale.

Si les circonstances le justifient, certain(e)s délégué(e)s syndicaux(ales) ou militant(e)s, membres du personnel de l'entreprise désignés par les organisations syndicales des travailleurs, peuvent bénéficier de la présente convention collective de travail, en lieu et place des bénéficiaires dont question ci-dessus.

III. Organisation

Art. 3. Les organisations des travailleurs qui organisent des cours et des séminaires informeront, au moins deux semaines à l'avance, le chef de l'entreprise de la désignation et de la participation de certains ouvriers aux cours ou séminaires, pour autant que ces cours ou séminaires ont lieu pendant les heures de travail normaux.

De plus, ces organisations informeront le Fonds social et de garantie de ces réunions, et feront parvenir, pour chaque formation organisée, un résumé succinct reprenant les matières qui y seront examinées, le nom de l'entreprise, le numéro ONSS, l'adresse, les noms des participants, la date à laquelle la

NEERLEGGING-DEPOI
REGISTR.-ENREGISTREREL
N R
4 -08- 20 70
25 -07- 2007

84.329 / Co 1118

formation a eu lieu et le montant à payer. La liste de présence, signée par les participants présents, sera jointe au résumé.

Il est admis par les parties que les désignations dont question ci-dessus ne peuvent entraver le fonctionnement efficace de l'entreprise intéressée et que les périodes de formation sont fixées, dans la mesure du possible, à des dates qui ne coïncident pas avec la ou les période(s) de pointe traditionnelle(s) des secteurs auxquels les entreprises appartiennent.

IV. Durée des absences

Art. 4. § 1. Les organisations représentatives des travailleurs, représentées dans la commission paritaire de l'industrie alimentaire, disposent d'un crédit de 6 jours par année et par mandat effectif dans le conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection au travail et la délégation syndicale. L'année de formation s'étend du 1^{er} août au 31 juillet.

§ 2. Pour la fixation du nombre de jours de crédit auxquels les organisations représentatives des travailleurs ont droit par an, il ne faut pas nécessairement que les mandats visés au premier alinéa soit effectivement exercés.

§ 3. Pour les ouvriers travaillant de nuit, la disposition suivante est d'application :

- dispense de prestations avec maintien du salaire la nuit qui suit chaque journée de formation;
- dispense de prestations avec maintien du salaire la nuit qui précède immédiatement la formation. Au cas où la formation s'étale sur plusieurs journées consécutives, cette dispense est d'application pour la nuit qui précède immédiatement ces journées consécutives;
- par jour effectif de formation, une seule dispense est imputée sur le crédit de formation.

§ 4. Les ouvriers à temps partiel qui participent à des cours ou séminaires en dehors de leur horaire peuvent bénéficier d'un repos compensatoire payé pour ces heures.

§ 5. Le nombre de journées de formation prévues par la présente convention pour les différents délégués d'une même entreprise, peut être globalisé: un même travailleur désigné pour assister à des journées de formation ne pourra toutefois bénéficier au total que de 18 jours maximum par an.

V. Financement de la formation syndicale

Art. 5. § 1. Pour assurer le financement de la formation syndicale, les employeurs visés à l'art. 1^{er} versent, chaque année, au compte de chèques postaux du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés, déterminé par le conseil d'administration du Fonds, une cotisation de 61,98€ par mandat effectif ouvrier au sein du conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail et de la délégation syndicale.

§ 2. La cotisation prévue au § 1^{er} s'élève à 90€ à partir du 1^{er} janvier 2007. Tous les deux ans, le conseil d'administration du Fonds social et de garantie fixe le montant de cette cotisation, en fonction de l'évolution des salaires en vigueur au sein du secteur.

Art. 6. Les cotisations sont perçues et recouvrées et le produit en est géré par le Fonds, conformément aux dispositions de l'art. 18 de ses statuts.

Art. 7. Au plus tard le 31 décembre de chaque année, les organisations représentatives des travailleurs représentées à la commission paritaire communiquent au Fonds le nombre de leurs délégués effectifs au sein des conseils d'entreprise, des comités pour la prévention et la protection au travail et des délégations syndicales dans chaque entreprise.

Art. 8. En complément à la cotisation des entreprises visée à l'art. 5, le budget général du Fonds Social prévoit chaque année un montant destiné au financement de la formation syndicale.

VI. Remboursement des frais de salaire et d'organisation

Art. 9. § 1. Les employeurs dont certains ouvriers suivent des cours ou séminaires syndicaux paient les salaires afférents aux jours d'absence pour formation syndicale de la même façon que prévu par la loi et les arrêtés d'exécution concernant le paiement des jours fériés, et en obtiennent le remboursement par le Fonds Social.

§ 2. Cette demande de remboursement devra être introduit avant le 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle la formation a eu lieu.

Art. 10. Les organisations des travailleurs obtiennent du Fonds Social, contre justification, le remboursement des frais d'organisation des activités de formation pour les ouvriers dont question à l'art. 2.

Art. 11. Chacune des organisations des travailleurs dispose, par année de formation, d'un crédit de journées de formation, sur base du nombre de ses mandats effectifs dans le secteur.

VII. Procédure de recours

Art. 12. Tout litige au sujet de l'application de la présente convention collective de travail peut, à la requête de la partie la plus diligente, être soumis au conseil d'administration du Fonds Social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

VIII. Validité

Art. 13. La présente convention remplace la convention collective de travail du 14.2.2007, conclue au sein de la C.P. de l'industrie alimentaire, relative à la formation syndicale dans le secteur des boulangeries (Numéro d'enregistrement 82014/CO/118)

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 1er juillet 2007.

Elle peut être dénoncée moyennant préavis de trois mois par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire et aux organisations représentées à la commission paritaire précitée.

BAKKERIJEN EN BANKETBAKKERIJEN : Vorming van de syndicale afgevaardigden

C.A.O. geldig van 1.7.2007 af.

P.C. VOEDINGSNIJVERHEID -Zitting van 4.7.2007

I. Toepassingsgebied

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders bedoeld.

II. Begunstigden

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing wanneer cursussen of seminaries ingericht worden door de meest representatieve organisaties van de werknemers, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, ter vervolmaking van de economische, sociale en technische kennis van de leden der vertegenwoordigingsorganen van de werknemers.

Het aantal begunstigden bedoeld door deze collectieve arbeidsovereenkomst mag het totale aantal van de arbeiders die in de onderneming, hetzij de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardiging, over effectieve mandaten beschikken, niet overschrijden.

Indien dit door de omstandigheden gewettigd is, kunnen sommige syndicale afgevaardigden of militanten, personeelsleden van de onderneming, aangewezen door de werknemersorganisaties van deze collectieve arbeidsovereenkomst genieten, in plaats van de begunstigden waarvan hierboven sprake.

III. Organisatie

Art. 3. De werknemersorganisaties die cursussen en seminaries inrichten zullen tenminste twee weken op voorhand het ondernemingshoofd verwittigen van de aanwijzingen en de deelneming van sommige arbeiders aan de cursussen of seminaries, wanneer deze cursussen of seminaries samenvallen met de normale werkuren.

Zij zullen eveneens het Waarborg- en sociaal fonds verwittigen en voor elke ingerichte vorming een overzicht bezorgen waarin het onderwerp van de vorming, de naam van de onderneming, het RSZ-nummer, het adres, de namen van de deelnemers, de datum waarop de vorming heeft plaatsgevonden en het te betalen bedrag worden opgenomen. Bij het overzicht wordt tevens de aanwezigheidslijst gevoegd, gehandtekend door de aanwezige deelnemers.

NEERLEGGING-DEPÔT
R. VISTRINGEN 3, 1011
NR. N°
14-08-2007
05-07-2007
M

86.329 i.c.o. 1118

De partijen geven toe dat de aanwijzingen waarvan hierboven sprake de doeltreffende werking van de betrokken onderneming niet mag belemmeren en dat de vormingsperiodes in de mate van het mogelijke worden vastgesteld op data die niet samenvallen met de traditionele periode(s) van hoogseizoen in de sectoren waartoe de ondernemingen behoren.

IV. Duur van de afwezigheid

Art. 4. § 1. De meest representatieve organisaties van de werknemers, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, beschikken over een krediet van 6 dagen per jaar en per effectief mandaat in de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardiging. Het vormingsjaar loopt van 1 augustus tot 31 juli.

§ 2. De mandaten bedoeld in de eerste alinea, dienen niet noodzakelijk te worden uitgeoefend om in aanmerking te komen voor de vaststelling van het aantal kredietdagen waarop de representatieve werknemersorganisaties per jaar recht hebben.

§ 3. Voor de arbeiders tewerkgesteld tijdens de nacht geldt de volgende regeling :

- Vrijstelling van de prestaties met behoud van loon de nacht die volgt op elke vormingsdag.
- Vrijstelling van prestaties met behoud van loon de nacht die onmiddellijk de vorming voorafgaat. In geval de vorming gedurende meerdere opeenvolgende dagen georganiseerd wordt geldt deze vrijstelling voor de nacht die deze opeenvolgende dagen onmiddellijk voorafgaat.
- Er wordt slechts één vrijstelling verrekend op het vormingskrediet per effectieve vormingsdag.

§ 4. De deeltijdse arbeiders die deelnemen aan cursussen of seminaries buiten hun uurrooster kunnen voor die uren betaalde inhaalrust krijgen.

§ 5. Het aantal vormingsdagen voorzien door de huidige overeenkomst voor de verschillende afgevaardigden van eenzelfde onderneming kan geglobaliseerd worden : eenzelfde werknemer aangeduid om deel te nemen aan de vormingsdagen, zal echter in totaal slechts kunnen genieten van maximum 18 dagen per jaar.

V. Financiering van de syndicale vorming

Art. 5. § 1. Ten einde de financiering van de syndicale vorming te verzekeren, storten de werkgevers waarvan sprake in artikel 1 elk jaar op de door de beheerraad van het Fonds vastgestelde rekening van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij, een bijdrage van 61,98€ per effectief arbeidersmandaat in de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardiging.

§ 2. De bijdrage voorzien in §1 bedraagt 90€ vanaf 1 januari 2007. De raad van

beheer van het Waarborg- en Sociaal fonds legt om de twee jaar deze bijdrage vast in functie van de evolutie van de lonen van de sector.

Art. 6. De bijdragen worden geïnd en gevorderd en het product wordt beheerd door het Fonds, volgens de bepalingen van artikel 18 van de statuten.

Art. 7. De representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in de het paritair comité, delen elk jaar ten laatste op 31 december aan het Fonds hun aantal effectieve leden in de ondernemingsraden, de comités voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardigingen in elke onderneming, mede.

Art. 8. Ter aanvulling van de in artikel 5 bedoelde bijdrage van de ondernemingen wordt elk jaar door de algemene begroting van het Sociaal Fonds een bedrag ter beschikking gesteld voor de financiering van de syndicale vorming.

VI. Terugbetaling van de loon- en organisatiekosten

Art. 9. § 1. De werkgevers waarvan sommige arbeiders syndicale cursussen of seminaries volgen, betalen de lonen die betrekking hebben op de afwezigheidsdagen voor syndicale vorming op dezelfde wijze als voorzien door de wet en de uitvoeringsbesluiten betreffende de betaling der feestdagen, en bekomen de terugbetaling ervan door het Sociaal Fonds.

§ 2. De aanvraag tot terugbetaling moet worden ingediend tegen uiterlijk 31 december van het jaar dat volgt op het jaar waarin de vorming is doorgegaan.

Art. 10. De werknemersorganisaties bekomen, mits verrechtvaardiging, van het Sociaal Fonds de terugbetaling van de organisatiekosten van de vormingsactiviteiten voor de arbeiders waarvan sprake in art. 2.

Art. 11. Elke werknemersorganisatie beschikt per vormingsjaar over een krediet aan vormingsdagen op basis van haar aantal effectieve mandaten in de sector

VII. Verhaalprocedure

Art. 12. Ieder geschil betreffende de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst mag op aanvraag van de meest gereede partij voorgelegd worden aan de raad van bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

VIII. Geldigheidsduur

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomsten van 14.2.2007 gesloten in het P.C. voor de voedingsnijverheid, betreffende de syndicale vorming in de sector van de bakkerijen (Registratienummer 82014/CO/118).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een onbepaalde duur en

treedt in voege op 1 juli 2007.

Zij kan opgezegd worden met een vooropzeg van drie maanden per een ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité van de voedingsnijverheid en aan de organisaties vertegenwoordigd in het bovengenoemd paritair comité.
